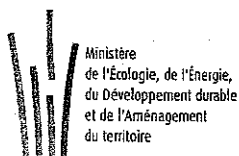




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE



Direction départementale
des services vétérinaires
des Bouches-du-Rhône

Service Santé-Protection
Animales et
Environnement

66 A, rue Saint-Sébastien
B.P. 23
13447 Marseille Cantini cedex 6

Dossier suivi par Bruno TOCQUE

Standard : 04 91 13 48 60
Ligne directe : 04 91 13 48 65
Fax : 04 91 81 23 15

Réf. : 101305608084

Mél : dds13@agriculture.gouv.fr

Objet : demande d'autorisation d'exploiter des installations classées de la société EAST BALT
AIX à Aix-en-Provence
dossier n° 488-2008-A

Marseille, le jeudi 15 octobre 2009

Monsieur le Préfet de la Région
Provence Alpes Côte d'Azur
Préfet des Bouches-du-Rhône
Direction des Collectivités Locales
et du Développement Durable
Bureau des Installations Classées
Boulevard Paul Peytral
13282 MARSEILLE cedex 20

A l'attention de Monsieur Corongiu

**RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES
RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Par transmission du 18 juin 2009, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône nous communique pour rapport de synthèse et proposition, le dossier de demande d'autorisation du pétitionnaire la société à actions simplifiées EAST BALT AIX sise Quartier de l'Enfant, rue Henry Delaunay, Les MILLES accompagné des avis des services interrogés.

PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER

Demande-Rappel historique

La demande d'autorisation de la société EAST BALT AIX, siège social ZI des Radars, Square Steve Calvert, 22 rue Condorcet 91700 Fleury-Mérogis, pour exploiter une unité de boulangerie industrielle, située quartier de l'enfant, rue Henry Delaunay, 13100 Aix-en-Provence, correspond à une création.

Un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°66-2004 A a été signé le 1^{er} décembre 2005 suite à une première demande d'autorisation. L'installation n'ayant pas été mise en service dans le délai de trois ans, l'arrêté a cessé de produire effet conformément à l'article R512-38 du code de l'environnement. En conséquence, une nouvelle demande et un nouveau dossier ont été déposés.

La nature des produits fabriqués et le process restent identiques ; la production sera doublée par l'adjonction d'une deuxième ligne de fabrication dans trois ans. Le dossier de demande d'autorisation et le projet d'arrêté préfectoral sont établis dans cette perspective.

La Société EAST BALT AIX est une filiale du groupe américain EAST BALT, spécialisé dans la fabrication de petits pains spéciaux pour Mac Donald, qui possède un site de production implanté en 1990 à Fleury-Mérogis. La distribution de ses produits dans les restaurants est assurée par la société LR Services, installation classée soumise à déclaration, qui est implantée à Aix-en-Provence sur le terrain mitoyen.

Le choix d'Aix résulte de raisons géostratégiques (situation très favorable à la logistique, diminution du kilométrage global d'environ 1 million de kilomètres par an)

Implantation

Le projet est situé en zone UEE dans le prolongement de la zone d'activité Eiffel, au lieudit "quartier de l'enfant", section HP, parcelles cadastrales n° 541, 544, 549 et 550.

L'usine sera construite sur un terrain d'une superficie totale de 13 851 m² dont 12975 m² imperméabilisés : 5730 m² de voiries et aires de stationnement, 7245m² de bâtis constitué d'un bâtiment industriel (1 chambre froide de stockage basse température des produits finis, 1 atelier de fabrication des pains, les locaux techniques, les bureaux et locaux sociaux). Le site est également équipé de 4 silos verticaux : 2 silos pour la farine 65T-105m³ unitaire, 1 silo pour le sucre 45T-65 m³ et 1 cuve pour l'huile de colza 20T-50m³.

Les locaux techniques sont répartis sur deux niveaux: Niveau 0 local extérieur, transformateur, maintenance, auto-laveuse, produits chimiques, huiles maintenances, TGBT, chaufferie, poste de distribution Niveau 1 local froid, eau glycolée, air comprimé, conditionnement d'air, local électrique

Le bâtiment communiquera avec les locaux de LR Services par deux couloirs permettant d'une part l'acheminement des petits pains congelés pour leur livraison, d'autre part le retour des paniers vides pour lavage avant réutilisation.

La plus proche maison d'habitation est située au nord-est à moins de 100 m. Le terrain est bordé à l'est, au nord et au sud par des parcelles agricoles. La prison de Luynes est à 225m à l'Est. A l'ouest se trouvent limitrophes la société LR services et la ZI des Milles (entreprise SNI de tuyauterie industrielle).

Caractéristiques de l'installation

L'installation a pour activité la fabrication de petits pains pour les restaurants Mc Donald's.

Les matières premières sont livrées soit en vrac (farine, sucre, huile végétale, levure fraîche) soit en sacs palettisés (sel, farine de soja, sésame, agents texturants) stockés dans un local spécialisé et une chambre froide réfrigérée.

Les produits finis (pains congelés) sont congelés et stockés dans la chambre froide négative.

Les étapes de fabrication sont un double pétrissage avec fermentation, la division de la pâte, l'émouillage, l'étuvage, la cuisson, le conditionnement, la congélation et le stockage.

L'usine démarrera avec une ligne de fabrication (soit 43200 pains/heure pour 1 ligne – 1 équipe) équipée d'un four de cuisson à gaz. L'adjonction d'une deuxième ligne de fabrication équipée d'un four électrique est prévue en 2013.

A sa mise en service, l'usine fabriquera au maximum 83 tonnes/jour, et à terme (2013) pour deux lignes et six équipes, 166 tonnes/jour soit une quantité de matières premières entrantes de 130 tonnes.

L'usine produit 24h sur 24h du lundi au vendredi ou samedi.

L'effectif maximum total sera de 130 personnes dont environ 40 présentes simultanément sur site.

L'alimentation en eau pour les besoins de l'activité est assurée par le réseau public géré par la SEM. La consommation d'eau, estimée à 35 000 m³/an, est répartie entre le process (eau entrant dans la confection de la pâte) pour environ 29%, la production de vapeur pour 13% et le lavage et le sanitaire pour 58%. Le gros nettoyage intervient en fin de cycle hebdomadaire.

Le site est également raccordé au canal de Provence pour l'alimentation en eau brute des deux poteaux incendie installés au nord du bâtiment et l'arrosage des espaces verts.

Classement / statut administratif des installations du site

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité maximale de l'installation autorisée	Classement (AS, A, D, NC)*
1530		Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 1000m3 mais inférieure ou égale à 20000m3	Stockage extérieure de palettes bois	320 m3	NC
2160	1b	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, le volume total de stockage est supérieur à 5000m3, mais inférieur ou égal à 15000m3	2 silos à farine (2x65t, soit 2x105m3), 1 silo de sucre (1x45t, soit 1x65m3)	275 m3	NC
2220	1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, la quantité de produit entrant étant supérieure à 10t/j	Deux lignes de fabrication de petits pains la première équipée d'un four à gaz de 1200kW la seconde d'un four électrique	130 t/j	A
2663	2b	Stockage de pneumatiques et de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, ...) Dans les autres cas (non-alvéolaire) et pour les pneumatiques le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1000m3 mais inférieur à 10000m3	Local de stockage de paniers en polypropylène pour le conditionnement 660m3 Laverie : 32m3	692 m3	NC
2910	A2	Combustion Installation fonctionnant au gaz naturel La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2MW, mais inférieure à 20MW	Chaudières (2x250kW) assurant la production d'eau chaude, de vapeur Laveuse (200kW) Chauffe-eau (250kW)	950kW	NC
2920	2a	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105Pa, comprimant ou utilisant des fluides ininflammables ou non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500kW	Congélation : 600kW Réfrigération pétrins : 127kW Production : eau glacée : 64kW eau glycolée : 67kW Climatisation : 35kW Compresseurs : 3x100kW	1193 kW	A
2925		Atelier de charge d'accumulateurs La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Local de charge	35 kW	NC

(*) A (autorisation), S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), D (déclaration ou NC (non classé))

EXAMEN DES NUISANCES.

Prévention des émissions dans l'atmosphère.

Les rejets atmosphériques générés par l'activité résultent essentiellement:

- des installations de combustion (chaudières à vapeur, la laveuse et le chauffe-eau) alimentées au gaz naturel
- du four de cuisson au gaz naturel
- du trafic routier lié au fonctionnement des installations,
- des silos de farine.

Les installations de combustion non classées sont soumises au Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône : ces installations de combustion d'une puissance inférieure à 2 MW sont équipées de brûleurs Bas-Nox et leur contrôle périodique est effectué tous les trois ans.

L'entreprise en charge de la maintenance des installations de combustion effectuera des contrôles périodiques mensuels de rendement.

Le trafic routier journalier maximum sera de 40 camions et de 110 véhicules légers.

L'impact des rejets du trafic routier provenant de la desserte des installations (livraisons et expéditions) ainsi que des véhicules du personnel de l'entreprise, soit un maximum de 40 camions et de 110 véhicules légers, n'est pas significatif au regard de la circulation environnante sur la D59, D9, A51, D7.

Les silos de stockage de farine seront munis d'une soupape agissant en cas de dépression ou de surpression. Ils seront dotés d'un caisson de dépoussiérage destiné à empêcher l'émission de poussière lors des opérations de dépotage. En fonctionnement normal, aucune émission ne doit être produite par ces silos.

Enfin, le mode de stockage des déchets (locaux et contenants spécifiques fermés) et leur enlèvement régulier doit permettre d'éviter la génération d'odeurs.

Prévention des émissions sonores

Les sources de bruits internes à l'établissement sont liées au fonctionnement des installations de compression et de réfrigération, aux opérations de manutention ainsi qu'au trafic routier généré par l'activité.

Les groupes frigorifiques sont installés dans un local fermé ; et les condensateurs à air en toiture.

Les extracteurs des cheminées sont situés à l'intérieur de l'enveloppe du bâtiment.

Les chariots de manutention sont électriques.

Le trafic routier journalier maximum sera de 40 camions et de 110 véhicules légers. 20% du trafic seulement est effectué entre 23h30 et 7h30. Les moteurs des véhicules sont arrêtés pendant les opérations de chargement-déchargement.

Des mesures ont été effectuées en avril 2008 pour établir un état sonore de la zone d'implantation.

La première habitation (M. Marchetti) est située à 85 mètres de l'établissement au Sud-Est du site. Elle constituera une zone à émergence réglementée ainsi que, au nord-ouest, l'habitation utilisée actuellement comme bureau de la société EFS (points 4 et 5 du plan).

L'exploitant devra réaliser une mesure de bruit de jour et de nuit après la mise en service de l'installation ainsi qu'après l'installation de la seconde chaîne de production, et réaliser, en cas de dépassement des émergences prescrites, les aménagements nécessaires.

Prévention des émissions aqueuses

Les effluents liquides sont composés par les eaux pluviales, les eaux vannes et les eaux industrielles.

Les eaux pluviales de toiture et les eaux pluviales de voirie qui transitent par un déshuileur-débourbeur sont dirigées vers les trois cuves enterrées d'un volume total de 540m³ avant de rejoindre le réseau des eaux pluviales de la ZAC qui se déverse au final dans le milieu naturel : ruisseau la petite Jouine.

Ce volume de confinement est complété par la mise en charge des voiries aménagées en conséquence pour constituer un bassin d'orage d'un volume total de 1045 m³ compatible avec les exigences du SAGE de l'Arc.

Une vanne motorisée de barrage est montée en sortie de rétention. Le débit d'évacuation est au maximum de 5L/s.

Les eaux usées domestiques provenant des eaux vannes et eaux de douches représentent environ un débit maximum d'environ 10m³/jour soit 3300 m³/an.

Les eaux industrielles résultant principalement du lavage des machines, sols, bacs à pain, sont constituées essentiellement de détergents, huiles et pâte.

Le débit moyen est estimé à 20m³/jour et le débit maximum à 40m³/j.

Le système de pré-traitement est composé d'un séparateur à graisse traitant un débit de 4l/sec en sortie du réseau de collecte des eaux des locaux fermentation et pétrissage nettoyage grandes eaux, et d'un débourbeur-déshuileur traitant un débit de 5l/sec en sortie du réseau de collecte des eaux des locaux tamiseur, levure, salle farine entrée étuve, et fabrication-cuisson.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures de débits

Les eaux vannes et les eaux industrielles sont dirigées dans un premier temps vers la station d'épuration de la zone industrielle des Milles

Un ratio de pollution en Kg par tonne de produits finis a été établi à partir des mesures de rejet de l'usine de Fleury-Mérogis. En fonctionnant avec une chaîne de production, l'apport d'East Balt au flux reçu par cette station serait d'environ 0,53% en débit et inférieur à 1% pour les différents flux réglementés (DCO: 0,6%, DBO5: 0,8%, MES: 0,15%, Pt: 0,7% , NTK: 0,2%).

Lors de la mise en fonctionnement de la deuxième ligne de production en 2013, les effluents seront traités par la nouvelle station d'épuration Ouest d'Aix-en-Provence qui palliera la station des Milles en surcharge hydraulique. Les rejets représenteraient alors 0,33% en débit et moins de 0,5% pour les polluants courants.

Les rejets dans le réseau pluvial communal et dans la station d'épuration font l'objet d'une autorisation et d'une convention avec la commune d'Aix-en-Provence.

Déchets

Ils sont gérés conformément à la réglementation en vigueur en favorisant le recyclage et la valorisation. Les principaux déchets sont les suivants :

Déchets alimentaires :

Pâte et pains, soit 1500 tonnes/an, seront dirigés vers la filière alimentation animale

DIB déchets industriels banals :

Pour environ 270 tonnes/an

DID déchets industriels dangereux :

Les boues de nettoyage des dégraisseurs-déshuileurs (17 tonnes) sont pompées directement et évacuées sans stockage sur le site par une société spécialisée.

Les autres déchets dangereux produits en quantité limitée (moins de 3 tonnes) et en majorité par les activités de maintenance (huiles hydrauliques usagées, huile imbrûlée des fours, filtres à huile, solvants, peintures, aérosols, piles, batteries, cartouches de graisse vides, chiffons usagés...) sont éliminés par des récupérateurs agréés et/ou autorisés et font l'objet d'un suivi à l'aide des bordereaux réglementaires et d'une déclaration annuelle à l'administration.

RISQUES ACCIDENTELS ET MOYENS DE PREVENTION

L'étude de danger identifie la source de chaque risque, le retour d'expérience disponible, les causes possibles, les moyens de prévention et de protection.

L'analyse détaillée des risques (ADR) et la grille de cotation gravité / probabilité d'occurrence a été réalisée en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

L'entreprise est exposée principalement au risque d'incendie au niveau des stockages de produits combustibles dans la chambre froide et des papiers dans le local "papiers", et au risque foudre. Parmi les autres risques identifiés non majorants figurent notamment les dangers d'explosion dans la chaufferie et l'atelier de charge d'accumulateurs, dans les silos de stockage de matières premières, dans les zones de manutention et lieux d'utilisation de produits poussiéreux, les dangers de déversement et pollutions accidentelles

Pollution des sols

Les produits d'entretien, biodégradables, sont stockés par catégorie chimique avec un dispositif de rétention au sol d'une capacité totale de 50% du volume de produits stockés.

La cuve d'huile végétale est sous rétention pour 100% de sa capacité soit 50m3. La zone de dépotage est étanche et reliée à la rétention de la citerne d'huile. Une réserve de sable est disponible.

Les eaux d'incendie volume estimé par les services de secours à 540m3 sont dirigées vers les cuves enterrées de rétention de volume équivalent et équipées à leur sortie d'une vanne de barrage.

Explosion

Les silos, non classés, d'une capacité globale de 175 tonnes, sont protégés contre la foudre, les effets de l'électricité statique, les courants vagabonds.

Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mises à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

Les silos sont équipés de sondes thermométriques, de clapets de surpression/dépression et de cloison fusible en toiture, de parois soufflables.

Le transfert des ingrédients (farine, sucre, huile de colza) s'effectue par aspiration à l'aide de dépresseurs.

Un protocole de déchargement est établi.

Les zones ATEX ont été définies concernant les matériels exposés aux risques gaz et poussières.

Le personnel reçoit la formation correspondante et les consignes de sécurité (permis de feu,...) sont établies.

La chaufferie, non classée, et le four sont équipés des sécurités réglementaires.

Incendie

Dans les deux scénarii d'incendie dans les locaux de stockage des denrées et des panières, seule la zone des effets irréversibles SEI lié à un flux thermique de 3kW/m2 généré par l'incendie de la chambre froide négative sort des limites de propriétés et impacte la bordure du champ voisin et moins de 10 m2 de la société LR services. Aucune voie de circulation n'est atteinte.

Les scénarii résiduels d'accident génèrent des effets qui restent à l'intérieur de l'établissement et n'affectent pas son environnement et notamment LR Services.

Mesures constructives :

Les pièces à risques et les locaux techniques et sociaux (local TGBT, chambre froide négative, laverie où sont rangées les panières polypropylènes, locaux des produits d'entretien, lubrifiants, non consommables) sont isolées entre elles par des parois coupe feu 2H ainsi que de portes coupe-feu 2H.

La zone de production est isolée des pièces à risques (chambre froide, local de stockage des panières) par des murs coupe feu 2H.

Le mur côté LR services est coupe feu 4H et les deux sas équipés de portes coupe feu 2H.

Des mesures générales habituelles de prévention sont prévues : formation annuelle du personnel, affichage des consignes de sécurité, les alarmes sonores, extincteurs mobiles.

Ressources en eau :

Les besoins en eaux d'extinction pour le site sont de 270 m3/h pendant deux heures fournis par quatre poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres, deux alimentés par le réseau de la ZAC, deux alimentés par le canal de Provence.

Des extincteurs mobiles sont positionnés à côté du four et de la cuve d'huile de colza.

Dispersion de gaz, vapeurs, fumées toxiques lors d'un incendie :

Les fluides frigorigènes sont du R404a pour l'installation de froid négatif, du R407c pour le refroidissement du circuit d'eau glycolée utilisé dans les installations de froid positif et du R410a pour la climatisation des bureaux. Ce sont des hydrofluorocarbures HFC peu dangereux pour l'environnement et la santé.

Risques liés à l'environnement humain et naturel

l'environnement humain :

Il est prévu des formations sécurité générale et spécifique pour toute personne employé, intérimaire, stagiaire, ainsi qu'une formation continue.

L'établissement sera entièrement clôturé portail fermé en dehors en pendant les heures ouvrables, et l'accès du site doté d'un système de vidéosurveillance sera contrôlé.

Inondation :

Les effets sur le projet d'une crue centennale de la Jouine concerneraient uniquement une montée en charge des parkings sud.

Le risque foudre.

A partir de l'analyse du risque foudre réalisée sur tout le bâtiment, conformément aux exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, les dispositifs de protection ont été retenus contre les effets directs et indirects (paratonnerres à dispositif d'amorçage dit PDA interconnectés entre eux, couvrant l'intégralité de la toiture (niveau de protection I++)) ainsi que les consignes de sécurité tel que la procédure d'arrêt de dépotage en cas de temps orageux.

Le risque sismique :

Classées en zone IB (risque faible), le risque sismique est écarté pour ce projet. Les installations seront dimensionnées selon les règles de construction parasismiques dites PS69/82 pour répondre à un aléa sismique.

RESULTATS DES CONSULTATIONS ET ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique

Par arrêté préfectoral n°488-2008 A du 2 mars 2009, une enquête publique a été ouverte et s'est déroulée du 6 avril 2009 au 7 mai 2009 sur le territoire de la commune d'Aix-en-Provence. Aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête. Le commissaire enquêteur a recueilli une lettre du Comité d'Intérêt de Quartier les Milles défavorable à cette création avec les observations suivantes :

- absence de régularisation du P.O.S.;
- le bon respect de l'autorisation de lotir délivrée par la mairie le 07/08/2001;
- projet ICPE en zone inondable, dans l'axe de l'aérodrome des Milles, générateur de bruits (cumul avec les émissions sonores de LR Services).

Aux questions et compléments d'information du commissaire enquêteur reprenant notamment les observations ci-dessus, le pétitionnaire a répondu par une lettre en réponse en date du 09 juin 2009. Le site est situé à 2 Km au sud-ouest de l'aérodrome, à côté de la prison de Lyones ; la lettre de la Direction Générale de l'Aviation Civile du 15/10/2007 relative à la demande de permis de construire du pétitionnaire indique que le projet n'est soumis à aucune servitude aéronautique de dégagement. Concernant le bruit il convient de rappeler que les décibels ne "s'ajoutent pas", ils se "combinaient" selon des lois énergétiques ; l'addition de deux sources de bruits, c'est-à-dire la somme de deux niveaux de pression acoustique, est le résultat d'une somme logarithmique (si on prend deux sources de même pression, leur somme est équivalente à la pression +3dB ; par contre dès lors que la différence de pression est supérieure à 10dB leur somme vaut à peu près la pression la plus forte).

Avis du commissaire enquêteur

Dans sa conclusion motivée en date du 11 juin 2009, monsieur le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploitation du pétitionnaire.

Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal d'Aix-en-Provence n'a pas rendu d'avis sur le projet. La séance du conseil du 15 juin 2009 retenue pour délibérer sur l'avis à donner au projet d'installation classée n'a pas eu lieu suite à l'annulation des élections municipales.

Synthèse des avis données par les services administratifs

La Direction de la Sécurité et du Cabinet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône (le 09 mars 2009) n'émet pas d'observation particulière.

La Direction des Affaires Sanitaires et Sociales (le 27 avril 2009) qualifie le risque sanitaire attribuable à cette activité seule de négligeable.

La Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (le 26 mai 2009) émet un avis défavorable, la notice hygiène et sécurité jointe au dossier installation classée ne retranscrivant pas les dangers en terme de risques professionnels pour les salariés et ne définissant pas les mesures de protection envisagées alors que l'exploitant peut bénéficier d'un retour d'expérience avec son site de Fleury-Mérogis.

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Pôle de l'Eau relève que l'installation n'a pas d'incidence sur l'activité agricole et les espaces naturels locaux et n'a aucune remarque à formuler concernant les aspects relevant de la police de l'eau.

La Direction Départementale de l'Équipement (le 25 mars 2009) n'émet pas de remarque.

La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône (le 29 avril 2009) émet un avis favorable sous réserve du respect des prescriptions techniques suivantes (qui sont reprises dans le projet d'arrêté):

- 1/ les mesures prévues au dossier devront être réalisées;
- 2/ avant la mise en exploitation, des essais de débit du réseau incendie devront être réalisés et validés par les sapeurs pompiers;
- 3/ les poteaux incendie prévus devront être d'un diamètre 150 mm ;
- 4/ les consignes de sécurité devront être affichées, elles devront rappeler le numéro des sapeurs pompiers et la conduite à tenir en cas d'incident ;
- 5/ en dehors des heures d'exploitation, la détection incendie devra être renvoyée.

CONCLUSION ET PROPOSITION

En fonctionnement normal l'activité de cette usine de fabrication de denrées alimentaires génère très peu de nuisances . Il apparaît que les mesures compensatoires retenues par la société East Balt Aix appréhendent de manière satisfaisante les inconvénients et risques liés aux activités de son établissement au regard des intérêts couverts par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires des Bouches du Rhône émet un avis favorable à la demande d'autorisation sollicitée par le pétitionnaire et propose à Monsieur le Préfet de soumettre ce dossier à l'appréciation des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Techniques lors de sa prochaine séance, conformément aux dispositions de l'article R.512-25 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées

Bruno TOCQUE

Vu, adopté et transmis
Le Directeur Départemental

Dr Joëlle FELIOT